

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIII LEGISLATURA

N. 3145

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli affari esteri**

(DINI)

di concerto col **Ministro dell'interno**

(NAPOLITANO)

col **Ministro di grazia e giustizia**

(FLICK)

col **Ministro del tesoro e del bilancio e della programmazione economica**

(CIAMPI)

col **Ministro delle finanze**

(VISCO)

e col **Ministro della difesa**

(ANDREATTA)

(V. *Stampato Camera n. 2618*)

approvato dalla Camera dei deputati il 17 marzo 1998

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 18 marzo 1998*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sulla sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, fatta a New York il 9 dicembre 1994

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sulla sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, fatta a New York il 9 dicembre 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 27 della Convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies
et du personnel associé

Les États parties à la présente Convention,

Profondément préoccupés par le nombre croissant de morts et de blessés causé, parmi les membres du personnel des Nations Unies et du personnel associé, par des attaques délibérées,

Ayant à l'esprit que les atteintes ou autres mauvais traitements contre des personnels qui agissent au nom des Nations Unies sont injustifiables et inacceptables, quels qu'en soient les auteurs,

Reconnaissant que les opérations des Nations Unies sont menées dans l'intérêt collectif de la communauté internationale et conformément aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies,

Conscients de l'importante contribution que le personnel des Nations Unies et le personnel associé apportent aux efforts des Nations Unies dans les domaines de la diplomatie préventive, du rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix et des opérations humanitaires et autres,

Conscients des arrangements existants qui visent à assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, notamment des mesures prises à cet égard par les organes principaux de l'Organisation des Nations Unies,

Reconnaissant toutefois que les mesures actuellement en vigueur pour la protection du personnel des Nations Unies et du personnel associé sont insuffisantes,

Conscients que l'efficacité et la sécurité des opérations des Nations Unies se trouvent renforcées lorsque lesdites opérations sont menées avec le consentement et la coopération de l'État hôte,

Demandant à tous les États où du personnel des Nations Unies et du personnel associé sont déployés et à tous les autres sur lesquels ces personnels doivent pouvoir compter d'apporter un appui sans réserve en vue de faciliter la conduite des opérations des Nations Unies et d'assurer l'accomplissement de leur mandat,

Convaincus de la nécessité d'adopter d'urgence des mesures appropriées et efficaces pour la prévention des atteintes contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé, ainsi que pour le châtement des auteurs de telles atteintes,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

- a) "Personnel des Nations Unies" s'entend :
- i) Des personnes engagées ou déployées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant que membres des éléments militaire, de police ou civil d'une opération des Nations Unies;
 - ii) Des autres fonctionnaires et experts en mission de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui sont présents à titre officiel dans la zone où une opération des Nations Unies est menée;
- b) "Personnel associé" s'entend :
- i) Des personnes affectées par un gouvernement ou par une organisation intergouvernementale avec l'accord de l'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies;
 - ii) Des personnes engagées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par une institution spécialisée ou par l'Agence internationale de l'énergie atomique; et
 - iii) Des personnes déployées par une organisation ou une institution non gouvernementale humanitaire en vertu d'un accord avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, avec une institution spécialisée ou avec l'Agence internationale de l'énergie atomique,

pour mener des activités à l'appui de l'exécution du mandat d'une opération des Nations Unies;

c) "Opération des Nations Unies" s'entend d'une opération établie par l'organe compétent de l'Organisation des Nations Unies conformément à la Charte des Nations Unies et menée sous l'autorité et le contrôle des Nations Unies :

i) Lorsque l'opération vise à maintenir ou à rétablir la paix et la sécurité internationales; ou

ii) Lorsque le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale a déclaré aux fins de la présente Convention qu'il existe un risque exceptionnel pour la sécurité du personnel participant à l'opération;

d) "État hôte" s'entend d'un État sur le territoire duquel une opération des Nations Unies est menée;

e) "État de transit" s'entend d'un État, autre que l'État hôte, sur le territoire duquel du personnel des Nations Unies ou du personnel associé ou leur matériel se trouvent en transit ou sont temporairement présents dans le cadre d'une opération des Nations Unies.

Article 2

Champ d'application

1. La présente Convention s'applique au personnel des Nations Unies et au personnel associé ainsi qu'aux opérations des Nations Unies, selon les définitions données à l'article premier.

2. La présente Convention ne s'applique pas à une opération des Nations Unies autorisée par le Conseil de sécurité en tant qu'action coercitive en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies dans le cadre de laquelle du personnel est engagé comme combattant contre des forces armées organisées et à laquelle s'applique le droit des conflits armés internationaux.

Article 3

Identification

1. Les éléments militaire et de police d'une opération des Nations Unies et leurs véhicules, navires et aéronefs portent une marque distinctive d'identification. Le reste du personnel et les autres véhicules, navires et aéronefs utilisés dans le cadre de l'opération des Nations Unies portent une identification appropriée à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Chaque membre du personnel des Nations Unies et du personnel associé porte sur lui des documents d'identification appropriés.

Article 4

Accords sur le statut de l'opération

L'État hôte et l'Organisation concluent dès que possible un accord sur le statut de l'opération et de l'ensemble du personnel engagé dans celle-ci, comprenant notamment des dispositions sur les privilèges et immunités des éléments militaire et de police de l'opération.

Article 5

Transit

L'État de transit facilite le libre transit du personnel des Nations Unies et du personnel associé et de leur matériel à destination et en provenance de l'État hôte.

Article 6

Respect des lois et règlements

1. Sans préjudice des privilèges et immunités dont ils peuvent bénéficier ou des exigences de leurs fonctions, le personnel des Nations Unies et le personnel associé :

a) Respectent les lois et règlements de l'État hôte et de l'État de transit; et

b) S'abstiennent de toute action ou activité incompatible avec le caractère impartial et international de leurs fonctions.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prend toutes les mesures appropriées pour assurer le respect de ces obligations.

Article 7

Obligation d'assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé

1. Le personnel des Nations Unies et le personnel associé, leur matériel et leurs locaux ne doivent être l'objet d'aucune atteinte ni d'aucune action qui les empêche de s'acquitter de leur mandat.

2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. Les États parties prennent notamment toutes mesures appropriées pour protéger le personnel des Nations Unies et le personnel associé qui sont déployés sur leur territoire des infractions visées à l'article 9.

3. Chaque État partie coopère avec l'Organisation des Nations Unies et les autres États parties, le cas échéant, en vue de l'application de la présente Convention, en particulier dans tous les cas où l'État hôte n'est pas lui-même en mesure de prendre les mesures requises.

Article 8

Obligation de relâcher ou de rendre à l'Organisation le personnel des Nations Unies et le personnel associé capturé ou détenu

Sauf disposition contraire d'un éventuel accord sur le statut des forces, si des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel associé sont capturés ou détenus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions et si leur identité a été établie, ils ne peuvent être soumis à un interrogatoire et ils doivent être promptement relâchés et rendus à l'Organisation des Nations Unies ou à une autre autorité appropriée. Dans l'intervalle, ils doivent être traités conformément aux normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme ainsi qu'aux principes et à l'esprit des Conventions de Genève de 1949.

Article 9Infractions contre le personnel des Nations Unies
et le personnel associé

1. Le fait intentionnel :

a) De commettre un meurtre ou un enlèvement ou de porter toute autre atteinte contre la personne ou la liberté d'un membre du personnel des Nations Unies ou du personnel associé;

b) De porter contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport d'un membre du personnel des Nations Unies ou du personnel associé une atteinte accompagnée de violences de nature à mettre sa personne ou sa liberté en danger;

c) De menacer de commettre une telle atteinte dans le but de contraindre une personne physique ou morale à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;

d) De tenter de porter une telle atteinte; et

e) De participer en tant que complice à une telle atteinte ou à une tentative de commettre une telle atteinte, ou d'en organiser ou ordonner la perpétration,

est considéré par chaque État partie comme une infraction au regard de sa propre législation interne.

2. Chaque État partie rend les infractions visées au paragraphe 1 passibles de peines appropriées tenant compte de la gravité desdites infractions.

Article 10Compétence

1. Chaque État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 9 dans les cas ci-après :

a) Lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit État ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit État;

b) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité dudit État.

2. Un État partie peut également établir sa compétence aux fins de connaître de l'une quelconque de ces infractions :

a) Lorsqu'elle est commise par une personne apatride qui a sa résidence habituelle dans ledit État; ou

b) Lorsque la victime est un ressortissant dudit État; ou

c) Lorsqu'elle est commise dans le but de contraindre ledit État à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir.

3. Tout État partie qui a établi sa compétence pour les cas visés au paragraphe 2 le notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Si ledit État partie renonce ultérieurement à cette compétence, il le notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Chaque État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 9 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas conformément à l'article 15 vers l'un des États qui ont établi leur compétence conformément au paragraphe 1 ou 2.

5. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation interne.

Article 11

Prévention des infractions contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé

Les États parties coopèrent à la prévention des infractions visées à l'article 9, notamment :

a) En prenant toutes les mesures possibles pour empêcher que ne se préparent sur leurs territoires respectifs de telles infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leurs territoires; et

b) En échangeant des renseignements conformément à leur législation nationale et en coordonnant les mesures administratives et autres à prendre, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration de ces infractions.

Article 12

Échange de renseignements

1. Dans les conditions prévues dans sa législation interne, s'il a des raisons de penser que l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 9 s'est enfui de son territoire, l'État partie sur le territoire duquel l'infraction a été commise communique au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, directement ou par l'entremise de ce dernier, à l'État ou aux États intéressés, tous les faits pertinents concernant l'infraction et tous les renseignements dont il dispose quant à l'identité de son auteur présumé.

2. Lorsqu'une infraction visée à l'article 9 a été commise, tout État partie en possession de renseignements concernant la victime et les circonstances de l'infraction s'efforce, dans les conditions prévues par sa législation interne, de les communiquer intégralement et rapidement au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à l'État ou aux États concernés.

Article 13

Mesures visant à permettre l'engagement de poursuites ou l'extradition

1. S'il estime que les circonstances le justifient, l'État partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction prend les mesures voulues en application de sa législation interne pour s'assurer de la présence de l'intéressé aux fins de poursuites ou d'extradition.

2. Les mesures prises en application du paragraphe 1 sont notifiées, conformément à la législation interne et sans délai, au Secrétaire

général de l'Organisation des Nations Unies et, soit directement soit par l'entremise de ce dernier :

- a) À l'État sur le territoire duquel l'infraction a été commise;
- b) À l'État ou aux États dont l'auteur présumé de l'infraction est ressortissant ou, si celui-ci est apatride, à l'État sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;
- c) À l'État ou aux États dont la victime est ressortissant; et
- d) À tous les autres États intéressés.

Article 14

Exercice de l'action pénale contre les auteurs présumés d'infractions

L'État partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et sans retard indu, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à sa législation. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de nature grave conformément à la législation de cet État.

Article 15

Extradition des auteurs présumés d'infractions

1. Si les infractions visées à l'article 9 ne figurent pas en tant que cas d'extradition dans un traité d'extradition conclu entre les États parties, elles sont réputées y figurer à ce titre. Les États parties s'engagent à faire figurer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.
2. Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre État partie auquel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la faculté de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne ces infractions. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par la législation de l'État requis.

3. Les États parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent ces infractions comme cas d'extradition entre eux conformément aux conditions prévues par la législation de l'État requis.

4. Entre États parties, chacune de ces infractions est considérée aux fins d'extradition comme ayant été commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des États parties qui ont établi leur compétence conformément au paragraphe 1 ou 2 de l'article 10.

Article 16

Entraide en matière pénale

1. Les États parties s'accordent l'entraide la plus large possible à l'occasion de toutes poursuites pénales engagées contre les infractions visées à l'article 9, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins des poursuites. La législation de l'État requis est applicable dans tous les cas.

2. Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas les obligations d'assistance mutuelle découlant de tout autre traité.

Article 17

Traitement équitable

1. Toute personne faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites à raison de l'une des infractions visées à l'article 9 doit bénéficier d'un traitement et d'un procès équitables et de la pleine protection de ses droits à tous les stades de l'enquête ou des poursuites.

2. L'auteur présumé de l'infraction est en droit :

a) De communiquer sans retard avec le représentant approprié le plus proche de l'État ou des États dont il est ressortissant ou qui sont autrement habilités à protéger ses droits ou, s'il est apatride, de l'État qui, sur demande de l'intéressé, est disposé à protéger ses droits; et

b) De recevoir la visite d'un représentant de cet État ou de ces États.

Article 18

Notification du résultat des poursuites

L'État partie dans lequel l'auteur présumé d'une infraction fait l'objet de poursuites en communique le résultat final au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui transmet ces renseignements aux autres États parties.

Article 19

Diffusion

Les États parties s'engagent à diffuser la présente Convention aussi largement que possible et notamment à en inclure l'étude, ainsi que celle des dispositions pertinentes du droit international humanitaire, dans leurs programmes d'instruction militaire.

Article 20

Clauses de sauvegarde

Aucune disposition de la présente Convention n'affecte :

- a) L'applicabilité du droit international humanitaire et des normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme consacrés dans des instruments internationaux en ce qui concerne la protection des opérations des Nations Unies ainsi que du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ou le devoir de ces personnels de respecter ledit droit et lesdites normes;
- b) Les droits et obligations qu'ont les États, en conformité avec la Charte des Nations Unies, en ce qui concerne le consentement à l'entrée des personnes sur leur territoire;
- c) L'obligation du personnel des Nations Unies et du personnel associé de se comporter d'une manière conforme au mandat d'une opération des Nations Unies;

d) Le droit qu'ont les États qui fournissent volontairement du personnel en vue d'une opération des Nations Unies de retirer ledit personnel en mettant fin à sa participation à l'opération; ou

e) Le droit à une indemnisation appropriée en cas de décès, d'invalidité, d'accident ou de maladie de personnes affectées volontairement par un État à une opération des Nations Unies imputables à l'exercice de fonctions de maintien de la paix.

Article 21

Droit de légitime défense

Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme restreignant le droit de légitime défense.

Article 22

Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une des parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties sont dans l'incapacité de s'entendre sur l'organisation de l'arbitrage, l'une d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout État partie pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera, l'acceptera, l'approuvera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'ensemble ou une partie des dispositions du paragraphe 1. Les autres États parties ne seront pas liés par le paragraphe 1 ou la partie pertinente de ce paragraphe envers un État partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout État partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 pourra à tout moment retirer cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 23Réunions d'examen

À la demande d'un ou de plusieurs États parties, et avec l'approbation de la majorité des États parties, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque une réunion des États parties en vue d'examiner la mise en œuvre de la Convention ainsi que les problèmes rencontrés dans son application.

Article 24Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États jusqu'au 31 décembre 1995, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article 25Ratification, acceptation ou approbation

La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 26Adhésion

La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tous les États. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 27

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur 30 jours après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de 22 instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour tout État ratifiant, acceptant ou approuvant la Convention ou y adhérant après le dépôt du 22e instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le 30e jour suivant la date du dépôt par ledit État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 28

Dénonciation

1. Tout État partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aura reçu ladite notification.

Article 29

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en enverra des copies certifiées conformes à tous les États.

FAIT à New York le 9 décembre 1994

TRADUZIONE NON UFFICIALECONVENZIONE SULLA SICUREZZA DEL PERSONALE
DELLE NAZIONI UNITE E DEL PERSONALE ASSOCIATO

Gli Stati parte alla presente Convenzione,

Profondamente preoccupati per l'aumentato numero dei morti e dei feriti fra i membri del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, causato da attacchi deliberati,

Tenendo presente che gli attentati o gli altri maltrattamenti ai danni del personale che opera per conto delle Nazioni Unite sono ingiustificabili e inaccettabili, da parte di chiunque provengano,

Riconoscendo che le operazioni delle Nazioni Unite vengono condotte nell'interesse collettivo della comunità internazionale ed in conformità con i principi e con gli obiettivi della Carta delle Nazioni Unite,

Consapevoli dell'importante contributo apportato dal personale delle Nazioni Unite e dal personale associato agli sforzi compiuti dalle Nazioni Unite nel campo della diplomazia preventiva, del ripristino, del mantenimento e del consolidamento della pace e delle operazioni umanitarie e di altro genere,

Consapevoli delle disposizioni esistenti, che mirano a garantire la sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, ed in particolare dei provvedimenti adottati a tale riguardo dai principali organi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite,

Riconoscendo tuttavia che le misure attualmente in vigore per proteggere il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato sono insufficienti,

Consapevoli che l'efficacia e la sicurezza delle operazioni delle Nazioni Unite è maggiore quando tali operazioni vengono condotte con il consenso e la collaborazione dello Stato ospite,

Chiedono a tutti gli Stati in cui è dispiegato il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato, ed a tutti coloro sui quali tale personale deve contare di

potersi appoggiare senza riserve, al fine di facilitare lo svolgimento delle operazioni delle Nazioni Unite e di garantire l'assolvimento del proprio mandato,

Convinti che sia necessario adottare urgentemente misure adeguate ed efficaci per prevenire attentati contro il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato, nonché punire gli autori di tali attentati,

Hanno concordato quanto segue:

Articolo 1

Definizioni

Ai fini della presente Convenzione:

- a) Per "personale delle Nazioni Unite" si intendono:
- i) le persone impiegate o dispiegate dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite in quanto membri di elementi militari, di polizia o civili di un'operazione delle Nazioni Unite;
 - ii) altri funzionari o esperti in missione dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica presenti ufficialmente nella zona in cui è in corso un'operazione delle Nazioni Unite;
- b) per "personale associato" si intendono:
- i) le persone assegnate da un governo o da una organizzazione intergovernativa con il consenso dell'organo competente delle Nazioni Unite;
 - ii) le persone impiegate dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite; da un'istituzione specializzata o dall'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica; e

iii) le persone dispiegate da una organizzazione o da un'istituzione non governativa umanitaria in base ad un accordo con il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, con un'istituzione specializzata o con l'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica, al fine di condurre attività di sostegno all'esecuzione del mandato di una operazione delle Nazioni Unite;

c) per "operazione delle Nazioni Unite" si intende un'operazione stabilita dall'organo competente dell'Organizzazione delle Nazioni Unite conformemente alla Carta delle Nazioni Unite e condotta sotto l'autorità ed il controllo delle Nazioni Unite:

i) quando scopo dell'operazione è il mantenimento o il ristabilimento della pace e della sicurezza internazionali; ovvero

ii) quando il Consiglio di Sicurezza o l'Assemblea Generale abbiano dichiarato, ai fini della presente Convenzione, che esiste un rischio eccezionale per la sicurezza del personale che partecipa all'operazione;

d) per "Stato ospite" si intende uno Stato sul territorio del quale viene condotta un'operazione delle Nazioni Unite;

e) per "Stato di transito" si intende uno Stato, diverso dallo Stato ospite, sul territorio del quale si trovano in transito o sono temporaneamente presenti il personale delle Nazioni Unite o il personale associato o del loro materiale, nell'ambito di un'operazione delle Nazioni Unite.

Articolo 2

Campo di applicazione

1. La presente Convenzione si applica al personale delle Nazioni Unite ed al personale associato, come pure alle operazioni delle Nazioni Unite, in base alle definizioni di cui all'Articolo 1.

2. La presente Convenzione non si applica alle operazioni delle Nazioni Unite autorizzate dal Consiglio di Sicurezza come azioni coercitive, ai sensi del Capitolo VII della Carta delle Nazioni Unite, nell'ambito delle quali il personale viene impiegato come combattente contro le forze armate organizzate, ed alle quali si applichi il diritto dei conflitti armati internazionali.

Articolo 3

Identificazione

1. Gli elementi militari e di polizia di un'operazione delle Nazioni Unite ed i loro veicoli, navi ed aeromobili recheranno un marchio d'identificazione distintivo. Il resto del personale e gli altri veicoli, navi ed aeromobili impiegati nell'ambito delle operazioni delle Nazioni Unite recheranno un'adeguata identificazione, a meno che il Segretario Generale delle Nazioni Unite non decida altrimenti.

2. Ogni membro del personale delle Nazioni Unite e del personale associato recherà con sé gli appropriati documenti di identità.

Articolo 4

Accordi sullo status dell'operazione

Lo Stato ospite e l'Organizzazione concluderanno, non appena possibile, un accordo sullo status dell'operazione e dell'insieme del personale ivi impiegato, che comprenda in particolare disposizioni sui privilegi e le immunità degli elementi militari e di polizia dell'operazione.

Articolo 5

Transito

Lo Stato di transito agevolerà il libero transito del personale delle Nazioni Unite e del personale associato e del loro materiale da e verso lo Stato ospite.

Articolo 6Rispetto delle leggi e dei regolamenti

1. Fatti salvi i privilegi e le immunità di cui può godere o le esigenze delle sue funzioni, il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato:

a) rispetterà le leggi ed i regolamenti dello Stato ospite e dello Stato di transito;

b) si asterrà dal compiere atti o svolgere attività incompatibili con l'imparzialità e l'internazionalità delle sue funzioni.

2. Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite adotterà tutte le misure adeguate per garantire il rispetto di tutti gli obblighi.

Articolo 7Obbligo di garantire la sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato

1. Il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato, il loro materiale ed i loro locali non saranno oggetto di alcun attentato, né di alcuna azione che impedisca loro di svolgere il mandato.

2. Gli Stati parte adotteranno tutte le misure adeguate per garantire la sicurezza del personale delle Nazioni Unite e del personale associato. Gli Stati parte adotteranno, in particolare, tutte le misure adeguate per proteggere il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato dispiegato nel territorio in cui dovessero essere commesse le infrazioni previste all'Articolo 9.

3. Ogni Stato parte collaborerà con l'Organizzazione delle Nazioni Unite e con gli altri Stati parte, ove necessario, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, ed in particolare in tutti i casi in cui lo Stato ospite non sia in grado di adottare le misure richieste.

Articolo 8Obbligo di rilasciare o restituire all'Organizzazione
il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato
catturato o detenuto

Fatte salve le disposizioni contrarie di un eventuale accordo sullo status delle forze, nel caso in cui membri del personale delle Nazioni Unite o del personale associato vengano catturati o detenuti nell'ambito dell'esercizio delle loro funzioni e ne venga stabilita l'identità, non potranno essere sottoposti ad interrogatorio e dovranno essere immediatamente rilasciati e consegnati all'Organizzazione delle Nazioni Unite, ovvero ad un'altra autorità competente. Nel frattempo, dovranno essere trattati in conformità con le norme ed i principi universalmente riconosciuti in materia di diritti dell'uomo, nonché con i principi e con lo spirito delle Convenzioni di Ginevra del 1949.

Articolo 9Infrazioni ai danni del personale
delle Nazioni Unite e del personale associato

1. Il fatto intenzionale di:

a) perpetrare un omicidio od attuare un sequestro, ovvero di attentare altrimenti alla persona o alla libertà di un membro del personale delle Nazioni Unite o del personale associato;

b) perpetrare, nei confronti dei locali ufficiali, del domicilio privato o dei mezzi di trasporto di un membro del personale delle Nazioni Unite o del personale associato, un attentato ed atti di violenza tali da metterne in pericolo la persona o la libertà;

c) minacciare di commettere un attentato di tal genere allo scopo di costringere una persona fisica o morale a compiere un atto qualsiasi o ad astenersene;

d) tentare di commettere un attentato di tal genere;

e) partecipare come complice a tale attentato o ad un tentativo di commetterlo, ovvero di organizzarne od ordinarne l'esecuzione,

sarà considerato da ogni Stato parte un'infrazione alla propria legislazione interna.

2. Ogni Stato parte renderà le infrazioni di cui al paragrafo 1 passibili delle pene del caso, tenendo conto della loro gravità.

Articolo 10

Competenza

1. Ogni Stato parte adotterà le misure necessarie a stabilire se sarà competente a giudicare delle infrazioni di cui all'Articolo 9 nei casi seguenti:

a) nel caso in cui l'infrazione venga commessa sul territorio di tale Stato, ovvero a bordo di una nave o di un aeromobile immatricolati in tale Stato;

b) nel caso in cui il presunto autore dell'infrazione abbia la nazionalità di tale Stato;

2. Uno Stato parte potrà altresì stabilire se sarà competente a giudicare di una qualunque di tali infrazioni:

a) nel caso in cui essa venga commessa da un apolide avente residenza abituale in tale Stato;

b) nel caso in cui la vittima sia cittadino di tale Stato; oppure

c) nel caso in cui essa venga commessa allo scopo di costringere tale Stato a compiere un qualunque atto o ad astenersene.

3. Gli Stati parte che abbiano stabilito la propria competenza per i casi di cui al paragrafo 2, lo notificheranno al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Qualora essi, in un secondo momento, rinunceranno a tale competenza, lo notificheranno al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

4. Ogni Stato parte adotterà le misure necessarie a stabilire se sarà competente a giudicare delle infrazioni di cui all'Articolo 9 nel caso in cui il presunto autore dell'infrazione si trovi sul suo territorio e non venga sottoposto ad estradizione, in conformità con l'Articolo 15, verso uno degli Stati che abbiano stabilito la loro competenza, in base al paragrafo 1 o al paragrafo 2.

5. La presente Convenzione non esclude alcuna competenza penale esercitata in virtù della legislazione interna.

Articolo 11

Prevenzione delle infrazioni contro il personale delle Nazioni Unite ed il personale associato

Gli Stati parte collaboreranno per prevenire le infrazioni di cui all'Articolo 9, ed in particolare:

a) adottando tutti i provvedimenti possibili al fine di impedire che nei rispettivi territori si preparino infrazioni destinate ad essere perpetrate all'interno o al di fuori dei loro territori;

b) scambiando informazioni, in conformità con la legislazione nazionale, e coordinando i provvedimenti amministrativi e di altro genere da adottare, a seconda dei casi, allo scopo di prevenire che vengano commesse le infrazioni.

Articolo 12

Scambio di informazioni

1. Nelle modalità previste dalla sua legislazione interna, qualora vi sia motivo di ritenere che il presunto autore di un'infrazione di cui all'Articolo 9 sia fuggito dal suo territorio, lo Stato parte sul territorio del quale è stata commessa l'infrazione comunicherà al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e, direttamente o tramite quest'ultimo, allo Stato o agli Stati interessati, tutti i fatti pertinenti relativi all'infrazione e tutte le informazioni a disposizione in merito all'identità del suo presunto autore.

2. Quando sia stata commessa un'infrazione prevista dall'Articolo 9, tutti gli Stati parte in possesso di informazioni relative alla vittima ed alle circostanze in cui è stata commessa l'infrazione si sforzeranno, nelle modalità previste dalla legislazione interna, di comunicarle integralmente e rapidamente al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed allo Stato o Stati interessati.

Articolo 13

Misure atte a consentire il perseguimento o l'estradizione

1. Qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino, lo Stato parte sul territorio del quale si trova il presunto autore dell'infrazione adotterà le misure previste dalla legislazione interna per assicurare la presenza dell'interessato ai fini del perseguimento o dell'estradizione.

2. Le misure adottate in applicazione del paragrafo 1 verranno notificate, in conformità con la legislazione interna e senza indugi, al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e, direttamente o per suo tramite:

a) allo Stato sul territorio del quale è stata commessa l'infrazione;

b) allo Stato o agli Stati di cui il presunto autore dell'infrazione è cittadino o, nel caso in cui questo sia apolide, allo Stato nel territorio del quale egli risiede abitualmente;

c) allo Stato o agli Stati di cui la vittima è cittadino;

d) a tutti gli altri Stati interessati.

Articolo 14Esercizio dell'azione penale contro
i presunti autori delle infrazioni

Lo Stato parte sul territorio del quale viene scoperto il presunto autore dell'infrazione, nel caso in cui non proceda alla sua estradizione, sottoporrà il caso, senza eccezione alcuna e senza indebito ritardo, alle autorità competenti, perché vengano esercitate le azioni penali, in base ad una procedura conforme alla sua legislazione. Le autorità adotteranno le loro decisioni con le stesse modalità seguite per le infrazioni gravi al diritto comune, in conformità con la legislazione dello Stato.

Articolo 15Estradizione dei presunti autori di un'infrazione

1. Nel caso in cui le infrazioni di cui all'Articolo 9 non figurino come casi oggetto di estradizione in un trattato di estradizione stipulato fra gli Stati parte, si riterrà che esse vi figurino. Gli Stati parte si impegneranno ad inserire tali infrazioni fra i casi di estradizione in tutti i trattati che stipuleranno fra di loro.

2. Qualora ad uno Stato parte che subordini l'extradizione all'esistenza di un trattato pervenga una richiesta di estradizione di uno Stato parte con il quale non abbia stipulato alcun trattato di estradizione, esso avrà facoltà di considerare la presente Convenzione come base giuridica dell'extradizione per quanto riguarda tali infrazioni. L'extradizione sarà soggetta alle condizioni previste dalla legislazione dello Stato a cui è pervenuta la richiesta.

3. Gli Stati parte che non subordinano l'extradizione all'esistenza di un trattato riconosceranno le infrazioni come casi oggetto di estradizione, in conformità con le modalità previste dalla legislazione dello Stato che riceve la domanda.

4. Fra gli Stati parte, ciascuna di queste infrazioni sarà considerata, ai fini dell'extradizione,

come commessa sia nel luogo in cui è stata compiuta che nel territorio degli Stati parte che hanno stabilito la loro competenza, in conformità con il paragrafo 1 o 2 dell'Articolo 10.

Articolo 16

Collaborazione in materia penale

1. Gli Stati parte si presteranno la massima collaborazione in occasione di tutti i procedimenti penali intentati per le infrazioni di cui all'Articolo 9, anche per quanto riguarda la comunicazione di tutti gli elementi di prova a loro disposizione e che sono necessari ai fini dei procedimenti stessi. La legislazione dello Stato che riceve la richiesta è applicabile in tutti i casi.

2. Le disposizioni di cui al paragrafo 1 non pregiudicheranno gli obblighi di assistenza reciproca derivanti da altri trattati.

Articolo 17

Eguo trattamento

1. Tutti coloro che saranno oggetto di inchiesta o di procedimenti, per via di una delle infrazioni di cui all'Articolo 9, dovranno godere di un trattamento e di un processo equi, nonché della completa tutela dei loro diritti in ogni fase dell'inchiesta o del procedimento.

2. Il presunto autore dell'infrazione avrà il diritto di:

a) comunicare immediatamente con il rappresentante competente più vicino allo Stato o agli Stati di cui è cittadino o che sono altrimenti autorizzati a tutelare i suoi diritti o, nel caso in cui sia apolide, dello Stato che, su richiesta dell'interessato, sia disposto a tutelare i suoi interessi;

b) ricevere la visita di un rappresentante di tale Stato o di tali Stati.

Articolo 18Notifica dell'esito del procedimento

Lo Stato parte nel quale il presunto autore di una infrazione è oggetto di procedimenti ne comunicherà l'esito finale al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che trasmetterà tali informazioni agli altri Stati parte.

Articolo 19Diffusione

Gli Stati parte si impegneranno a divulgare la presente Convenzione nella misura più ampia possibile, ed in particolare ad includerne lo studio, e lo studio delle disposizioni pertinenti del diritto internazionale umanitario, nei loro programmi di istruzione militare.

Articolo 20Clausole di salvaguardia

Nessuna delle disposizioni della presente Convenzione inciderà su:

a) l'applicabilità del diritto internazionale umanitario e delle norme universalmente riconosciute in materia di diritti dell'uomo sancite da strumenti internazionali per quanto riguarda la protezione delle operazioni delle Nazioni Unite, nonché del personale delle Nazioni Unite e del personale associato, ovvero il dovere di tale personale di rispettare tale diritto e tali norme;

b) i diritti ed i doveri degli Stati, in conformità con la Carta delle Nazioni Unite, per quanto riguarda il consenso all'ingresso delle persone nel loro territorio;

c) il dovere del personale delle Nazioni Unite e del personale associato di comportarsi conformemente al mandato di un'operazione delle Nazioni Unite;

d) il diritto degli Stati che forniscono volontariamente personale ai fini di un'operazione delle Nazioni Unite di ritirare tale personale, ponendo fine alla sua partecipazione all'operazione;

e) il diritto ad un adeguato indennizzo in caso di decesso, invalidità, incidente o malattia delle persone volontariamente assegnate da uno Stato ad un'operazione delle Nazioni Unite ed imputabili all'esercizio delle funzioni di mantenimento della pace.

Articolo 21

Diritto di legittima difesa

Nessuna delle disposizioni della presente Convenzione può essere interpretata come limitante il diritto di legittima difesa.

Articolo 22

Composizione delle controversie

1. Tutte le controversie fra due o più Stati parte circa l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione, che non siano state composte tramite negoziato, saranno sottoposte ad arbitrato, su richiesta di una delle parti. Nel caso in cui, nei sei mesi successivi alla data di richiesta di arbitrato, le parti non riescano ad accordarsi sull'organizzazione dell'arbitrato, una delle due potrà sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia, presentando una richiesta in conformità con lo Statuto della Corte.

2. Nel momento in cui firmeranno la presente Convenzione, la ratificheranno, l'accetteranno, l'approveranno o vi aderiranno, gli Stati parte potranno dichiarare di non considerarsi vincolati dall'insieme o da parte delle disposizioni del paragrafo 1. Gli altri Stati parte non saranno vincolati dal paragrafo 1 o dalla parte pertinente di tale paragrafo nei confronti degli Stati che avranno espresso tale riserva.

3. Gli Stati parte che avranno espresso una riserva, in conformità con le disposizioni del paragrafo 2, potranno in qualsiasi momento ritirare tale riserva tramite notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 23

Riunioni d'esame

Su richiesta di uno o più Stati parte, e con l'approvazione della maggioranza di essi, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite convocherà una riunione degli Stati parte, allo scopo di esaminare l'attuazione della Convenzione ed i problemi riscontrati nella sua applicazione.

Articolo 24

Firma

La presente Convenzione sarà aperta alla firma di tutti gli Stati fino al 31 dicembre 1995, presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York.

Articolo 25

Ratifica, accettazione o approvazione

La presente Convenzione è sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 26

Adesione

La presente Convenzione è aperta all'adesione di tutti gli Stati. Gli strumenti di adesione saranno

depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 27

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore 30 giorni dopo la data in cui saranno stati depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite 22 strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2. Per tutti gli Stati che abbiano ratificato, accettato o approvato la Convenzione o che vi avranno aderito dopo il deposito del 22° strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, la Convenzione entrerà in vigore il 30° giorno successivo alla data di deposito, da parte di tale Stato, del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

Articolo 28

Denuncia

1. Ciascuno degli Stati parte potrà denunciare la presente Convenzione tramite notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. La denuncia sarà operativa un anno dopo la data in cui il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite avrà ricevuto detta notifica.

Articolo 29

Testi facenti fede

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in lingua inglese, araba, cinese, spagnola, francese e russa faranno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni

Unite, che ne invierà copie conformi autenticate a tutti gli Stati.

FATTO a New York il 9 dicembre 1994